

F.C.P.E. NATIONAL
FÉDÉRATION DES CONSEILS DES PARENTS D'ÉLÈVES
DES ÉCOLES PUBLIQUES
Association Loi 1901

108/110 avenue Ledru Rollin
75011 PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

F.C.P.E. NATIONAL
FÉDÉRATION DES CONSEILS DES PARENTS D'ÉLÈVES DES ÉCOLES PUBLIQUES
Association Loi 1901

108/110 avenue Ledru Rollin
75011 PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'Assemblée générale,

I. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association F.C.P.E. NATIONAL, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.



III. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents de l'association.

V. Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance de l'entité relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.



VI. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



F.C.P.E. NATIONAL

Rapport sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2023

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Lyon, le 8 avril 2024

Le commissaire aux comptes
implid Audit

Thibault CHALVIN
Associé

Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2023 au 31/12/2023			Au 31/12/2022
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	792 941	623 491	169 450	281 762
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				43 176
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	3 087 040	985 206	2 101 834	2 190 107
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	275 121	168 497	106 624	128 888
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés	9 529	3 000	6 529	6 529
Prêts	11 168		11 168	12 500
Autres immobilisations financières				1 800
TOTAL I	4 175 798	1 780 193	2 395 605	2 664 761
Comptes de liaison II				
Actif circulant				
Stocks et encours				18 648
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	310 493	66 090	244 403	274 076
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	143 427		143 427	114 120
Valeurs mobilières de placement	363 237		363 237	360 585
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	557 918		557 918	573 079
Charges constatées d'avance	16 232		16 232	52 818
TOTAL III	1 391 306	66 090	1 325 217	1 393 326
Frais d'émission des emprunts IV				
Primes de remboursement des obligations V				
Écarts de conversion actif VI				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	5 567 105	1 846 283	3 720 822	4 058 087

Bilan Passif

Bilan Passif	31/12/2023	31/12/2022
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	620 000	620 000
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	900 000	900 000
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves	1 134 814	1 134 814
Report à nouveau	-1 289 154	-883 693
Excédent ou déficit de l'exercice	-44 497	-405 462
Situation nette	1 321 163	1 365 660
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL I	1 321 163	1 365 660
Comptes de liaison II		
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL III		
Provisions		
Provisions pour risques	177 733	47 733
Provisions pour charges		
TOTAL IV	177 733	47 733
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	275 097	331 331
Emprunts et dettes financières diverses	31 777	7 500
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 014 785	1 202 005
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	233 874	202 174
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		174 389
Autres dettes	345 221	383 919
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	321 173	343 378
TOTAL V	2 221 927	2 644 695
Écarts de conversion passif VI		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	3 720 822	4 058 087

Compte de résultat

Compte de résultat	31/12/2023	31/12/2022
Produits d'exploitation		
Cotisations	814 094	791 494
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	81 813	108 901
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	161 219	178 581
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	693 700	767 750
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	1 000	477
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	931 818	891 711
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	21 617	13 554
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	65 656	186
TOTAL I	2 770 917	2 752 652
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stocks	40 265	23 285
Autres achats et charges externes	895 533	1 202 954
Aides financières	336 190	546 100
Impôts, taxes et versements assimilés	83 655	69 635
Salaires et traitements	643 094	763 877
Charges sociales	313 369	300 103
Dotations aux amortissements et dépréciations	233 502	266 634
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	101 662	1 408
TOTAL II	2 647 271	3 173 997
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	123 646	-421 345
Produits financiers		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	8 973	3 770
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	8 973	3 770
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées	3 110	3 733
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	3 110	3 733
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	5 863	37
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	129 510	-421 307

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	31/12/2023	31/12/2022
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	15 500	20 282
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	15 500	20 282
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	16 330	4 437
Sur opérations en capital	43 176	
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	130 000	
TOTAL VI	189 506	4 437
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-174 006	15 845
Participation des salariés aux résultats VII		
Impôts sur les bénéfices VIII		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	2 795 390	2 776 704
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	2 839 887	3 182 166
EXCÉDENT OU DÉFICIT	-44 497	-405 462

Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	278 525	
TOTAL	278 525	
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole	278 525	
TOTAL	278 525	

COMPTES ANNUELS

2023

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

ANNEXE

Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2023 dont le total du bilan avant répartition est de 3 720 822 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de -44 497 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Faits caractéristiques

Suite aux constat de deux années (2021 et 2022) ayant entraîné de forts déficits d'exploitation de la FCPE, cette dernière a engagé un chantier important de rationalisation de ses dépenses et d'optimisation de ces recettes de fonctionnement.

Cette démarche s'est traduite par les réalisations suivantes:

- La réduction de l'espace occupé par les bureaux de la FCPE ayant permis la signature d'un bail de location sur l'espace libéré pour un montant de 116 527€ hors charges par an.
- Une diminution des achats et charges externes d'un montant de 307 421€ par rapport à l'exercice 2022.

Ces efforts budgétaire ont notamment permis la mise à disposition gratuite de la Revue des Parents pour 2024 à l'ensemble des CDPE et adhérents

Informations générales

La fédération des Conseils de Parents d'Elèves des Ecoles Publiques (FCPE) à pour but :

- de regrouper l'ensemble des parents d'enfants et de jeunes des établissements publics d'éducation et de formation initiale, de formuler en leur nom des vœux sur tout objet concernant les intérêts moraux et matériels de l'enseignement public, des élèves qui le fréquentent et de leurs parents, d'en suivre la réalisation et de veiller à leur application;
 - de coordonner sur le plan national l'activité des conseils départementaux et de les représenter auprès des pouvoirs publics;
 - de rassembler et d'éditer à l'intention des familles, des conseils locaux et départementaux, toute documentation relative à ses buts, aux études, aux débouchés scolaires et professionnels.
 - de propager et défendre l'idéal laïque; de promouvoir et faire créer un service national public, d'éducation et de formation initiale, gratuit et de qualité pour chaque jeune, quelles que soient ses origines sociales, culturelles, confessionnelles ou philosophiques.
- Ce service national doit être respectueux de toutes les familles de pensée, sans en privilégier aucune et soucieux d'apporter à chacun des élèves le plus complet épanouissement de sa personnalité et les meilleures chances d'insertion sociale;
- d'une façon générale, de susciter, poursuivre toutes actions capables de développer son rôle de mouvement d'éducation permanente, d'accroître le rayonnement de l'enseignement public et de coordonner l'action éducative des parents et des éducateurs;
 - de défendre les intérêts matériels et moraux de ses associations;
 - d'apporter aide et soutien aux parents d'élèves des établissements publics et aux élèves qui les fréquentent: de dénoncer et combattre toute forme de racisme, toute forme de violence sexuelle, la maltraitance infantile, toute forme de discrimination fondée sur le sexe ou les mœurs, toute forme de discrimination contre les personnes malades ou handicapées, l'exclusion sociale ou culturelle des personnes en état de grande pauvreté, ou en raison de leur situation familiale; la délinquance routière.

ayant un lien avec les activités scolaires et périscolaires mises en œuvre par les ministères et/ou les collectivités territoriales, et/ou par les associations agréées, cela par tous les moyens et notamment l'action judiciaire.

Les moyens mis en œuvre par la FCPE consistent en publications diverses, conférences et cours, stages, cercles d'études, plus généralement toute initiative propre à faciliter la scolarisation des jeunes, à intéresser les parents à la vie de l'établissement que fréquente leur enfant, à en rechercher et obtenir le meilleur fonctionnement possible et tous les moyens susceptibles de favoriser les échanges parents/maîtres/élèves, d'informer chaque famille et de créer un climat de compréhension et d'amitié entre tous les adhérents.

L'action propre de la Fédération est coordonnée avec celle des organisations laïques de culture et de loisirs qui poursuivent des buts analogues aux siens.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaires.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrit pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode "du coût moyen unitaire pondéré" (CMUP).

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Information complémentaire :

Suite à l'externalisation du processus d'achat revente des marchandises labellisées FCPE via une boutique en ligne, les stocks de la FCPE sont d'un montant nul à la clôture de l'exercice

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les autres créances sont essentiellement composées du solde des subventions à recevoir. (à détailler)

Engagements de départ à la retraite

Les engagements de l'entité en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont constatés sous forme de provision.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 65 ans en tenant compte des éléments suivants :

- paramètres propres à chacun des salariés de l'entité (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- données spécifiques de l'entité (convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisionnel du personnel et taux de charges sociales),
- taux d'actualisation retenu à 1%.

Le montant ainsi obtenu, majoré des charges patronales, s'élève à 177 732 euros.

Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement Donations temporaires d'usufruit Autres postes d'immobilisations incorporelles	836 117		
TOTAL	836 117		
Terrains Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui - Générales, agencements et aménagements constructions Installations : - Techniques, matériel et outillage - Générales, agencements et aménagements divers Matériel : - De transport - De bureau et informatique, mobilier Emballages récupérables et divers Immobilisations corporelles en cours Avances et acomptes Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	1 617 465 1 458 921 7 877 215 970 51 274		10 654
TOTAL	3 351 507		10 654
Participations évaluées par mise en équivalence Autres : - Participations - Titres immobilisés Prêts et autres immobilisations financières	9 529 14 300		9 529 14 300
TOTAL	23 829		23 829
TOTAL GÉNÉRAL	4 211 453		34 483

CADRE B	Diminutions		Valeur brute des immos en fin d'exercice	Réval. légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Val. d'origine des immo. en fin d'ex.
Frais d'établissement et de développement Donations temporaires d'usufruit Autres postes d'immobilisations incorporelles		43 176	792 941	
TOTAL		43 176	792 941	
Terrains Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui - Gales, agencts et aménagt. const. Installations : - Techniques, matériel et outillage - Gales, agencts et aménagt. divers - De transport Matériel : - De bureau et informatique, mobilier Emballages récupérables et divers Immobilisations corporelles en cours Avances et acomptes Biens reçus par legs ou don. destinés à être cédés			1 617 465 1 469 575 7 877 215 970 51 274	
TOTAL			3 362 161	
Participations évaluées par mise en équivalence Autres : - Participations - Titres immobilisés Prêts et autres immobilisations financières		9 529 17 432	9 529 11 168	
TOTAL		26 961	20 697	
TOTAL GÉNÉRAL		70 137	4 175 798	

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	511 179	112 312		623 491
TOTAL	511 179	112 312		623 491
Terrains				
Constructions - Sur sol propre	562 207	20 767		582 974
: - Sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions	324 073	78 158		402 231
Installations techniques, matériel et outillage industriel				
Installations générales, agencements et aménagements divers	7 402	475		7 877
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	121 242	12 806		134 048
Emballages récupérables et divers	17 589	8 982		26 571
TOTAL	1 032 513	121 188		1 153 702
TOTAL GÉNÉRAL	1 543 692	233 500		1 777 193

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. en fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp. Donations temporaires d'usufruit Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains Constructions - Sur sol propre : - Sur sol d'autrui Inst. gales, agenc. et aménag. des construc. Inst. tech. mat. et outil. indus. Inst. gales, agenc. et aménag. divers Matériel de transport Mat. de bureau et info. mob. Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GÉNÉRAL							
DOTATIONS NON VENTILÉES		REPRISES NON VENTILÉES			TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ		

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Etat des provisions et dépréciations

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Réglémentées				
- Reconstitution des gisements				
Provisions pour : - Investissements				
- Hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL I				
Risques et charges				
- Litiges				
- Garanties données aux clients				
- Pertes sur marché à terme				
- Amendes et pénalités				
- Pertes de change				
Provisions pour : - Pensions et obligations				
- Impôts				
- Renouvellement des immobilisations				
- Gros entretien et grandes révisions				
- Charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	47 733	130 000		177 733
TOTAL II	47 733	130 000		177 733

Nature des dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Dépréciations				
- Incorporelles				
- Corporelles				
Immobilisations : - Biens reçus par legs ou donations				
- Titres mis en équivalence				
- Titres de participation				
- Financières	3 000			3 000
Sur stocks et en cours	21 617		21 617	
Sur comptes clients	66 090	66 090	66 090	66 090
Sur créances reçues par legs ou donations				
Autres provisions pour dépréciation				
TOTAL III	90 707	66 090	87 707	69 090
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	138 439	196 090	87 707	246 822
- D'exploitation			21 617	
Dont dotations et reprises : - Financières				
- Exceptionnelles		130 000		

Etat des créances et dettes

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	11 168		11 168
Autres immobilisations financières			
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés	310 493	310 493	
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés	1 875	1 875	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	6 259	6 259	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	18 540	18 540	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers			
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	116 752	116 752	
Charges constatées d'avance	16 232	16 232	
TOTAL	481 319	470 151	11 168

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
- A 1 an max. à l'origine	275 097	57 164	217 933	
- A plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses	31 777	31 777		
Fournisseurs et comptes rattachés	1 014 785	1 014 785		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	76 418	76 418		
Sécurité sociale et autre organismes sociaux	140 537	140 537		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	9 660	9 660		
Autres impôts, taxes et assimilés	7 259	7 259		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	345 221	345 221		
Produits constatés d'avance	321 173	321 173		
TOTAL	2 221 927	2 003 994	217 933	

Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2023	31/12/2022
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	481	623
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	371 450	288 882
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	118 521	91 029
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	153 939	257 811
TOTAL	644 390	638 345

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2023	31/12/2022
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	31 693	
Créances reçues par legs ou donations		
Autres créances	6 090	3 323
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		61
TOTAL	37 784	3 384

Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2023	31/12/2022
Produits :	- D'exploitation - Financiers - Exceptionnels	321 173	343 378
TOTAL		321 173	343 378

Charges constatées d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2023	31/12/2022
Charges :	- D'exploitation - Financières - Exceptionnelles	16 232	52 818
TOTAL		16 232	52 818

Variation des fonds propres art.431-5

Variation des fonds propres	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	620 000				620 000
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves	2 034 814				2 034 814
- dont réserves des activités sociales et médico sociales					
Report à nouveau	-883 693	-405 462			-1 289 154
- dont report à nouveau des activités sociales et médico sociales					
Excédent ou déficit de l'exercice	-405 462	405 462			-44 497
- dont excédent ou déficit des activités sociales et médico sociales					
Situation nette	1 365 660				1 321 163
Dotations consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	1 365 660				1 321 163

Commentaires : néant